

NORDINE GRIM,

«L'entreprise privée

Entrepreneurs, pouvoir et société en Algérie est le quatrième livre de Nordine Grim après L'économie algérienne, otage de la politique, Les leaders de la nouvelles économie algérienne et L'interminable transition. Inaugurées avec le début du règne du défunt Chadli Bendjedid, les réformes économiques, qui marquent une rupture dans la douleur avec le système dirigiste de l'option socialiste, restent paradoxalement d'une grande actualité.

Censées booster l'entrepreneuriat, ces réformes marquent le pas et n'arrivent pas à répondre aux attentes. Les vieux démons ont la peau dure. Face aux défis qu'impose une entreprise réussie, les mentalités sont restées inchangées dans leurs préjugés vis-à-vis des patrons

Le Soir d'Algérie : Vous «inaugurez» votre dernier livre *Entrepreneurs, pouvoir et société en Algérie* par une préface signée Arezki Idjeroudène — un exemple de réussite à l'étranger — qui n'est autre que le patron de Gofast- Aigle Azur. Voilà qui nous introduit sans transition dans le débat sur le privé algérien...

Nordine Grim : Il était utile de savoir comment un entrepreneur algérien qui peine à monter une affaire dans son propre pays réussit plus aisément à le faire sous d'autres cieux. Arezki Idjeroudène, qui est un exemple indéniable de réussite d'un Algérien à l'étranger, a su mettre en évidence, à travers la présentation du livre, que l'échec de trop nombreuses initiatives entrepreneuriales en Algérie n'est pas dû, comme on pourrait le croire, à une tare congénitale propre aux Algériens, mais à l'insuffisance, voire même l'absence totale de catalyseurs de l'entrepreneuriat que sont, entre autres, la liberté d'entreprendre, l'autonomie de gestion mais, plus encore, la stabilité juridique et institutionnelle. En parfait connaisseur de l'entrepreneuriat dans l'immigration, le patron de Gofast-Aigle Azur apporte, chiffrés à l'appui, la preuve de la capacité de nos compatriotes à réussir de bonnes affaires à l'étranger et, notamment, dans les pays comme la France, la Belgique, le Canada et les Etats-Unis d'Amérique, où l'environnement des affaires est particulièrement favorable. Selon le chiffre très éloquent donné par le très sérieux Institut de statistiques économiques français (INSEE), les immigrés d'origine algérienne auraient créé pas moins de 99 000 entreprises et offert un peu plus d'un million d'emplois en France en 2001. Les créations d'entreprises auraient considérablement augmenté durant ces dix dernières années, sous les effets conjugués de nombreuses déterminations parmi lesquelles on citera pêle-mêle, la fuite des capitaux, l'exode des élites algériennes, l'amplification des courants d'affaires entre l'Algérie et la France, etc. Le nombre total d'entreprises détenues par nos compatriotes de l'émigration dépasseraient aujourd'hui allégrement les 150 000, selon les estimations de certains réseaux d'expatriés.

Dans votre livre, on peut dire que vous n'êtes pas allé avec le dos de la cuillère, on est même tenté de croire qu'il s'agit là du livre noir de l'entrepreneuriat en Algérie...

Ce n'était en tout cas pas du tout l'objectif du livre à la faveur duquel j'ai tenté, autant que faire se peut, d'établir un état des lieux réaliste des entreprises et des entrepreneurs algériens qui, comme vous le savez, n'ont, pour diverses raisons, jamais fait bon ménage, aussi bien avec les autorités politiques, qui ont souvent cherché à les marginaliser, qu'avec la population algérienne qui continue, aujourd'hui comme par le passé, à éprouver une certaine méfiance à leur égard. L'action des pouvoirs politiques, à quelques très rares exceptions près, a en effet de tout temps consisté à s'appuyer sur les entreprises publiques aux ordres de l'administration et à contenir les entreprises privées, maintenues en état de fragilité permanent, à la périphérie du secteur public économique. L'idéologie socialiste portée au paroxysme par la Charte nationale de 1976 dont sont, aujourd'hui encore, fortement imprégnés aussi bien les gouvernants que la société algérienne dans son ensemble a fortement contribué à ternir la perception sociale de l'entrepreneur privé algérien en le présentant



Nordine Grim.

comme un danger potentiel pour le pays. «A aucun prix l'Etat ne doit contribuer à créer une base industrielle au profit de la bourgeoisie locale qu'il se doit de limiter par des mesures appropriées», est-il expressément édicté dans un chapitre de cette charte qui avait établi, quinze années durant, un consensus franchement hostile aux entrepreneurs privés. Les tentatives de réhabilitation des entreprises à la faveur des réformes de 1988 parviendront à tempérer quelque peu cette hostilité, mais faute de volonté politique forte et sans équivoque à leur adresse, le privé algérien continue aujourd'hui encore à pâtir de malveillants traitements à son égard. Le blocage d'investissements, l'instabilité juridique sciemment entretenue au moyen des lois de finances complémentaires, les entraves multifformes à l'essor des entreprises de production, l'octroi sélectif des commandes publiques, etc., constituent autant de moyens sournois mais efficaces pour confiner le privé dans un rôle de simple sous-traitant du secteur public, tout en veillant à ce que son expansion ne prenne pas trop d'ampleur.

Le décor que vous en faites n'incite pas du tout à l'optimisme : le privé victime de discrimination, les chefs d'entreprises publiques : des «délinquants» accusés de tous les maux et pour clôturer le tout une société qui les soupçonne d'être plutôt enclins à se remplir les poches que d'œuvrer au bien de la collectivité...

C'est malheureusement une réalité forgée par l'histoire du pays. Aux toutes premières années de notre indépendance déjà, le premier chef d'Etat algérien menaçait d'envoyer au hammam les quelques entrepreneurs qui existaient à l'époque. Des entrepreneurs aussi emblématiques que Hamoud Boualem, Tamzali, Benchicou, Mehri et autres ont dû se résoudre à quitter le pays après que leurs biens furent nationalisés. Quelques années plus tard, la Charte nationale opérera un rejet doctrinal du «privé exploiteur» en stoppant net toute velléité de création d'entreprises privées. Il faudra plusieurs années pour lézarder ce dogme et réhabiliter quelque peu la libre entreprise. Les autorités politiques en charge de la mise en œuvre des réformes économiques toutefois craignent de tenir un discours clair et sans équivoque en faveur de la libre entreprise, comme si elles redoutaient d'être taxées de capitalistes. Un terme que nos gouvernants éviteront à employer, même s'ils s'enorgueillissent d'avoir fait muter l'Algérie de l'économie socialiste au système de marché. L'ambiguïté du discours politique, le

renement des engagements pris en leur faveur, les poursuites pénales et autres entraves juridico-administratives continuent, aujourd'hui encore, à régir le quotidien du privé algérien comme pour le maintenir en état d'instabilité et de fragilité permanent.

Quant aux entreprises publiques que les autorités politiques algériennes qualifient aujourd'hui encore d'épine dorsale de l'économie, en les faisant bénéficier de nombreux et coûteux privilèges (assainissements financiers à répétition, octrois de commandes publiques, etc.), elles sont gérées, comme vous le savez, non pas par des managers qualifiés bénéficiant de l'autonomie de gestion et soumis à l'obligation de résultat, mais par des «fonctionnaires» aux ordres de «tuteurs» qui les ont placés à ces postes ou leur ont permis de s'y maintenir. Des moyens légaux sujets à diverses interprétations à l'instar du code pénal sont mis en place pour maintenir leur docilité à leur égard. Un chef d'entreprise auparavant adulé pour son intégrité et sa compétence peut ainsi, du jour au lendemain, être traîné devant les tribunaux et se voir infligé de lourdes peines avant qu'un procès en appel ne proclame, comme c'est très souvent le cas, son innocence. D'où cette perception détestable de «délinquant potentiel» qui continue aujourd'hui encore à affecter les cadres dirigeants des entreprises publiques.

Votre démarche d'économiste se double, si j'ose dire, de la casquette de sociologue au regard du constat que vous faites sur l'origine familiale du capital (loin des banques) de la nature et le fonctionnement de l'entreprise privée qui reste circonscrite dans un espace étrié quant à son développement...

Effectivement, l'entreprise privée algérienne est avant tout une affaire familiale. Dans l'écrasante majorité des cas, il y a, à l'origine de la création d'une société privée, la mise en commun de recettes détenues par un groupe familial. A quelques très rares exceptions de sociétés qui ont pu mettre à contribution les banques, la capitalisation des entreprises privées résulte plus généralement de la mise en commun d'actifs (argent, bijoux de famille, biens immobiliers) appartenant exclusivement à des membres d'une même famille, parmi lesquels figurent parfois des individus issus d'alliances matrimoniales.

Fait nouveau, les femmes (épouses, filles, belles-sœurs, etc.), autrefois exclues de la sphère décisionnelle de création d'entreprises, occupent, depuis ces vingt dernières années, une place non négligeable dans le processus de création et de répartition patrimoniales de l'entreprise familiale, en prenant dans des cas de plus en plus nombreux, la direction de l'entreprise ou d'une filiale.

Cette manière de créer des entreprises en les maintenant strictement sous le giron familial a, certes, l'avantage de souder tout un groupe familial autour d'un projet entrepreneurial mais il présente, de par le refus du concours financier des banques, l'inconvénient de maintenir ces entreprises en état de sous-capitalisation chronique. La taille réduite des entreprises privées, la rareté des investissements, l'archaïsme de leur management, leur manque de compétitivité et d'agressivité commerciale s'expliquent en grande partie par ce repli sur soi. Un repli qui, fort heureusement, tend à disparaître si on se réfère au volume de crédits bancaires autrement plus

**Propos recueillis par
Brahim Taouchichet**

importants (environ 25% des crédits à l'économie contre seulement 7% dix années auparavant) qui leur furent octroyés au cours de ces cinq dernières années.

Malgré les mesures prises, l'entrepreneur privé reste craintif quant aux entraves diverses de l'administration et serait ainsi mis dans l'obligation de s'inscrire dans la logique d'appartenance à des réseaux de clientèles, une sorte de parrain mafieux, qui lui assure protection, se convertit dans l'informel, «l'import-import» ou disparaît...

C'est également le résultat de l'histoire. N'oubliez pas que la libre entreprise est jeune, voire même très jeune puisqu'elle n'a eu officiellement droit d'exister que depuis la promulgation de la Constitution de 1989 dont l'article 37 accorde enfin aux entrepreneurs, mais sans plus de détails, «la liberté de commerce et d'industrie». La marginalisation dont ils ont longtemps souffert a créé chez bon nombre d'entre eux un sentiment de clandestinité, assorti d'une conviction d'extrême fragilité qui requiert d'indispensables appuis de certains cercles du pouvoir ou, à défaut, de réseaux clientélistes. Dès lors qu'une entreprise, aussi bien intentionnée soit-elle, entre dans cette logique, toutes les dérives, parmi lesquelles l'informel, la spéculation, la fuite de capitaux à l'étranger, la corruption et la constitution de réseaux mafieux, pour ne citer que les plus apparentes, deviennent possibles.

On est donc loin de l'esprit des réformes de 1988 encourageant le privé et la Constitution de 1989 qui consacre cette volonté de l'affranchir ?

L'état peu reluisant dans lequel se trouve l'entreprise privée algérienne réside précisément à ce niveau. Il y a, certes, eu des réformes et toute une batterie de textes réglementaires qui permettent aux entreprises privées d'exister et d'activer dans leurs domaines de prédilection, mais il n'y a par contre jamais eu de consensus clairement assumé par l'autorité politique quant à la légalité de leur création, toujours soumise à autorisation préalable de l'administration. Il en est de même pour les investissements également soumis à autorisation. Avec ces deux leviers, les pouvoirs publics ont la possibilité d'interrompre à tout moment la création de nouvelles entreprises et la croissance de celles qui sont en activité. C'est dire à quel point l'entreprise algérienne est vulnérable. Le seul consensus qui a existé et qui continue aujourd'hui encore à porter préjudice au secteur privé est celui de son rejet pur et simple par la Charte nationale de 1976 qui, faut-il le rappeler, résulte d'un très large débat public franchement hostile à l'entrepreneuriat privé. La population algérienne et bon nombre de ses dirigeants en sont aujourd'hui encore fortement imprégnés. L'organisation d'un débat de ce genre qui, a contrario, légitimerait l'entreprise privée comme lieu de création de richesses et les entrepreneurs comme d'authentiques et respectables acteurs du développement, est à souhaiter si on veut mettre fin à la schizophrénie qui caractérise les relations qu'entretiennent aujourd'hui encore le pouvoir et la société avec les entrepreneurs, notamment privés.